

Métaux précieux : un contexte qui resterait favorable

Dans un contexte de taux réels volatils, d'incertitudes géopolitiques persistantes et de recomposition des équilibres monétaires mondiaux, les métaux précieux retrouvent une place centrale dans les stratégies d'allocation. L'or, en particulier, enchaîne les records, tandis que l'argent, souvent plus cyclique, bénéficie d'un regain d'intérêt plus récent. Ces dynamiques haussières (+48% pour l'or et +62% pour l'argent depuis le début de l'année) sont loin d'être purement spéculatives. Elles s'appuient sur des facteurs que nous jugeons structurellement porteurs, et qui pourraient continuer à soutenir les cours dans les mois à venir.

L'or : un actif refuge qui s'adapte à son époque. Le prix de l'or a franchi de nouveaux sommets en 2024 et 2025, dépassant les 3 800 dollars l'once à l'été, porté par une combinaison de facteurs structurels et conjoncturels. Historiquement perçu comme une valeur refuge en période de volatilité financière et d'inflation élevée, l'or bénéficie aujourd'hui d'un ensemble de soutiens.

D'abord, la demande des banques centrales reste un moteur puissant. Selon les données du FMI, les achats nets des banques centrales atteignent des niveaux records, notamment tirés par des pays émergents cherchant à diversifier leurs réserves hors dollar. Cette tendance, amorcée après la crise de 2008, s'est accélérée avec les sanctions financières imposées à la Russie, qui ont mis en lumière les risques associés à la détention de réserves en devises occidentales. L'or, actif sans risque de contrepartie et très liquide, apparaît comme une alternative stratégique.

Sur le plan macroéconomique, la détente des taux réels – notamment vraie aux Etats-Unis - constitue un facteur de soutien supplémentaire. Alors que la Fed reprend son cycle d'assouplissement monétaire, les rendements réels des obligations souveraines se replient, réduisant le coût d'opportunité de la détention d'or. Ce phénomène est d'autant plus marqué que les anticipations d'inflation restent à un niveau plus élevé que par le passé. Ainsi, la demande d'investissement reste soutenue, malgré la concurrence des actifs rémunérateurs. Les ETF adossés à l'or ont de nouveau connu des flux positifs depuis le début d'année 2025.

Les tensions géopolitiques importantes et les inquiétudes sur la soutenabilité des dettes publiques dans plusieurs économies avancées renforcent l'attrait de l'or comme couverture.

Enfin, l'offre d'or reste structurellement contrainte. On estime que l'ensemble de l'or extrait dans le monde tiendrait dans un peu plus de trois piscines olympiques – une image saisissante qui illustre la rareté physique de ce métal. Parallèlement, les coûts d'extraction continuent de croître, les gisements de qualité se raréfient, et les investissements dans de nouveaux projets miniers peinent à suivre, freinés par des contraintes environnementales, réglementaires et financières. Cette tension persistante sur l'offre contribue à renforcer la dynamique haussière des prix.

À moyen terme, la combinaison d'une demande structurellement forte (banques centrales, investisseurs institutionnels) et d'une offre limitée milite pour un maintien des cours à des niveaux élevés, voire une poursuite de la hausse si les incertitudes géopolitiques et monétaires persistent.

L'argent : entre métal précieux et métal industriel. Moins médiatisé que l'or, l'argent connaît lui aussi une dynamique positive, avec des cours qui ont franchi les 30 dollars l'once en 2025, un plus haut depuis plus de dix ans. Sa double nature – à la fois actif refuge et composant industriel – en fait un métal particulièrement sensible aux cycles économiques et aux innovations technologiques.

Du côté de la demande, l'essor des technologies vertes joue un rôle central. L'argent est un composant clé des panneaux photovoltaïques, et la transition énergétique mondiale dope les besoins en métal. Selon les projections de l'International Energy Agency, la demande d'argent pour le solaire pourrait doubler d'ici 2030. À cela s'ajoute l'utilisation croissante dans l'électronique, les batteries et les applications médicales.

Sur le plan financier, l'argent bénéficie par ricochet de la dynamique de l'or. Les investisseurs en recherche d'une diversification au sein des métaux précieux se tournent aujourd'hui vers l'argent : le ratio des cours or/argent apparaît en effet historiquement élevé et suggère un potentiel de rattrapage.

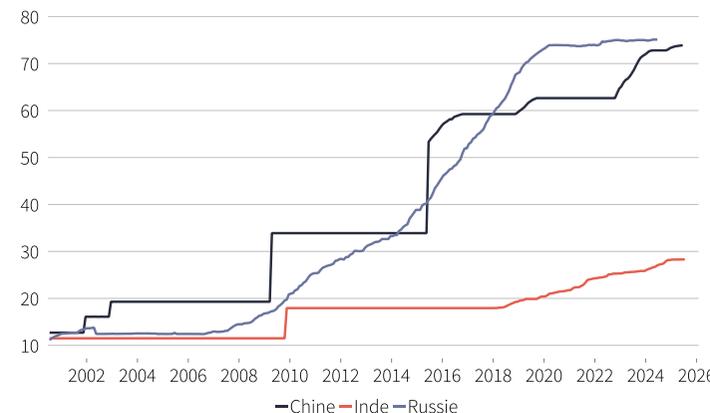
Là encore, l'offre peine à suivre. Les mines d'argent sont souvent des sous-produits d'autres métaux (cuivre, zinc), ce qui limite la capacité d'ajustement rapide à la hausse des prix. Cette rigidité de l'offre, combinée à une demande structurellement croissante, soutient les perspectives haussières.

PRIX DE L'OR ET DE L'ARGENT



Sources: Société Générale Investment Solutions, Macrobond, Macrobond 02/10/2025

BANQUES CENTRALES ÉMERGENTES : DÉTENTION D'OR



Sources: Société Générale Investment Solutions, Macrobond, IMF 06/2025

NOS COMMENTAIRES MACRO-ÉCONOMIQUES

Les événements de la semaine passée

MARCHÉS : momentum favorable sur les marchés actions

À l'image de l'or, qui atteint un sommet historique, la majorité des indices actions progressent nettement sur la semaine et dépassent leurs records. En Europe, les marchés affichent une forte performance sur la semaine, à 2,7% sur l'indice Eurostoxx 600, soit plus de 12,4% depuis le début de l'année. Les marchés émergents progressent aussi nettement depuis quelques semaines, le marché chinois progresse ainsi de plus de 40% depuis le début de l'année (soit 24,4% en euros). Aux États-Unis, le S&P 500 affiche une performance de 14,2% depuis le début d'année, notamment porté par le secteur de l'IA (soit 0,8% en euros). Ces performances favorables se retrouvent sur les marchés obligataires d'entreprises, avec des spreads qui se resserrent de nouveau. Les taux souverains restent quant à eux globalement stables sur ces dernières semaines, aussi bien aux États-Unis qu'en zone euro.

ZONE EURO : inflation en légère hausse

L'inflation de septembre en zone euro est ressortie à 2,2%, après 2% au mois d'août, soit une remontée légèrement au-dessus de la cible de 2% de la BCE. La légère hausse de l'inflation totale s'explique à la fois par des effets de base liés aux prix de l'énergie, ainsi que par la nouvelle progression des prix des services (à 3,1 %). L'inflation sous-jacente, qui exclut les éléments volatils comme l'énergie et les produits alimentaires est pour sa part restée stable à 2,3%.

Au sein des principales économies de la zone, la France se distingue par une désinflation plus marquée, avec une inflation 1,2 % en septembre (indice harmonisé européen), inférieure aux attentes et en légère hausse par rapport au mois d'août. En Allemagne, l'inflation demeure plus élevée, à 2,4 %, et légèrement au-dessus des prévisions, tandis qu'en Espagne, elle est ressortie en dessous des attentes, à 2,9 %. En Italie, l'inflation progresse légèrement à 1,8 %, également inférieure aux attentes.

Dans ce contexte, une nouvelle baisse des taux de la BCE à court terme semble moins probable.

ÉTATS-UNIS : shutdown fédéral

Les États-Unis sont entrés en *shutdown* depuis le 1^{er} octobre, à la suite de l'échec d'un accord budgétaire entre Démocrates et Républicains. Cette paralysie partielle de l'administration fédérale concerne environ 750 000 fonctionnaires placés en chômage technique. Les Républicains proposent de prolonger le budget actuel jusqu'à fin novembre, tandis que les Démocrates exigent le rétablissement de certaines dépenses de santé (Obamacare). Ce blocage rappelle celui de fin 2018, qui avait duré 35 jours.

Sur le plan économique, plusieurs perturbations sont à signaler : trafic aérien impacté, retards dans le versement des aides sociales, ainsi que la suspension temporaire des principales publications statistiques publiques. En conséquence, le rapport sur l'emploi attendu ce vendredi ne sera pas publié. Toutefois, l'impact direct sur l'économie devrait rester limité. De plus, historiquement, les shutdowns n'ont pas provoqué de perturbations majeures sur les marchés, même s'ils accentuent l'incertitude.

Parallèlement, les données publiées par les cabinets privés continuent de fournir des indications sur la conjoncture. L'indice PMI manufacturier de septembre reste en territoire de contraction (à 49,1), marqué par une baisse des nouvelles commandes. On peut toutefois noter que les tensions sur les prix dans ce secteur s'atténuent.

LES ÉVÉNEMENTS DANS LES MOIS À VENIR

4 octobre : élection du nouveau premier ministre japonais

15 octobre : proposition du budget français

24 octobre : révision de la note de la France par Moody's

30 octobre : réunion de politique monétaire BCE

Octobre : Plénum du Parti Communiste Chinois

ÉVÉNEMENTS ET CHIFFRES CLÉS À VENIR



Lundi

Zone euro Ventes au détail AOÛT

Espagne Production industrielle AOÛT

Mardi

États-Unis Balance commerciale AOÛT

Mercredi

Allemagne Production industrielle AOÛT

Jeudi

États-Unis Nouvelles demandes d'allocation chômage OCTOBRE

Vendredi

États-Unis - Indice de confiance des consommateurs Michigan OCTOBRE
- Solde budgétaire mensuel SEPTEMBRE

Italie Production industrielle AOÛT

PERFORMANCES DES MARCHÉS

Taux interbancaires

%	01/10/2025	03/09/2025	03/07/2025	01/01/2024	03/10/2024
Etats-Unis SOFR	4,304	4,36	4,33	5,34	5,13
Zone euro €ster	1,927	1,92	1,92	3,88	3,41
Royaume-Uni SONIA	3,967	3,97	4,22	5,19	4,95
Suisse SARON	-0,037	-0,04	-0,04	1,70	0,94
Japon TONAR	0,477	0,48	0,48	-0,04	0,23

Taux souverains 10 ans

%	02/10/2025	03/09/2025	03/07/2025	01/01/2024	03/10/2024
Etats-Unis Treasuries	4,10	4,22	4,35	3,88	3,85
France OAT	3,52	3,54	3,28	2,55	2,93
Allemagne Bund	2,70	2,74	2,63	2,02	2,13
Italie BTP	3,55	3,64	3,45	3,70	3,40
Espagne Bonos	3,24	3,35	3,16	2,98	2,92
Suisse	0,25	0,36	0,41	0,66	0,40
Royaume-Uni Gilts	4,78	4,75	4,54	3,60	4,01
Japon JGB	1,66	1,59	1,43	0,62	0,83

Crédit et dette émergente

%	02/10/2025	03/09/2025	03/07/2025	01/01/2024	03/10/2024
Etats-Unis IG	4,75	4,91	5,05	5,06	4,76
Etats-Unis HY	6,65	6,82	6,95	7,59	7,06
Europe IG	3,30	3,37	3,26	3,72	3,42
Europe HY	5,20	5,41	5,51	6,80	6,05
Emergents devises	5,70	5,79	5,96	6,77	6,06

Indices actions

02/10/2025 vs	-1w	-1m	-3m	01/01/2024	-1y
Monde	1,32	4,419	7,763	39,44	18,48
Etats-Unis	1,07	4,232	7,305	42,41	19,14
Zone euro	2,49	5,475	5,359	32,41	19,43
France	2,32	4,490	3,763	13,94	9,99
Allemagne	2,79	3,042	0,861	39,99	22,88
Royaume-Uni	1,62	2,883	7,163	28,59	16,68
Japon	-2,07	2,423	10,186	36,48	17,58
Emergents (USD)	2,79	7,062	12,424	42,14	19,89
Chine (USD)	4,62	9,328	22,685	72,23	33,41
Inde (USD)	0,92	-0,599	-5,963	13,50	-10,61
Amérique latine (USD)	-1,16	4,239	5,558	3,73	18,90

Taux de change

	02/10/2025	03/09/2025	03/07/2025	01/01/2024	03/10/2024
EUR/USD	1,18	1,17	1,18	1,11	1,10
GBP/USD	1,35	1,34	1,36	1,27	1,31
EUR/CHF	0,93	0,94	0,94	0,93	0,94
USD/JPY	147,40	148,14	145,12	141,03	146,67
USD/CNY	7,12	7,14	7,17	7,08	7,05

Prix des matières premières

	02/10/2025	03/09/2025	03/07/2025	01/01/2024	03/10/2024
Brent, USD/BL	64	67	69	77	78
Cuivre, USD/Tonne met.	10 300	9 873	10 120	8 476	9 786
Or, USD/Ozt	3 856	3 559	3 326	2 063	2 656
Argent, USD/Ozt	47	41	37	24	32
Palladium, USD/Ozt	1 263	1 150	1 122	1 136	985
Platinum, USD/Ozt	1 590	1 414	1 378	1 000	985

Source : Bloomberg, au 03/10/2025-1S = variation sur 1 semaine, -3M = variation sur 3 mois, -12M = variation sur 12 mois, Début d'année = variation depuis le début de l'année. Actions ; rendement total en devise locale. Obligations souveraines = rendement à 10 ans. Les chiffres sont arrondis.

AVERTISSEMENT IMPORTANT

Avertissement général

Ce document est une communication à caractère promotionnel publiée par Société Générale Private Banking, qui est la ligne métier du Groupe Société Générale opérant à travers son siège au sein de Société Générale S.A. en France et son réseau (départements ou entités juridiques distinctes (succursales ou filiales, ci-après les « Entités »)), localisé sur les territoires mentionnés ci-après, agissant sous la marque « Société Générale Private Banking » et distributeurs du présent document.

Le présent document de nature informative, sujet à modification, est communiqué à titre purement indicatif et n'a pas de valeur contractuelle.

Son contenu n'est pas destiné à fournir un service d'investissement, il ne constitue ni un conseil en investissement ou une recommandation personnalisée sur un produit financier, ni un conseil ou une recommandation personnalisée en assurance, ni une sollicitation d'aucune sorte, ni un conseil juridique, comptable ou fiscal de la part de Société Générale Private Banking et de ses Entités. L'information contenue dans ce document n'a pas pour objectif de fournir une base permettant de prendre une décision d'investissement.

Tout investissement peut avoir des conséquences fiscales et Société Générale Private Banking et ses Entités ne fournissent pas de conseil fiscal. Le niveau d'imposition dépend des circonstances individuelles et les niveaux et assiettes d'imposition peuvent changer. En outre, le présent document n'a pas pour objet de fournir des conseils comptables, fiscaux ou juridiques et ne doit pas être utilisé à des fins comptables, fiscales ou juridiques. Des conseils indépendants doivent être sollicités le cas échéant.

Les données historiques utilisées et les informations et avis cités, proviennent ou sont notamment basées sur des sources externes que Société Générale Private Banking et ses Entités considèrent fiables mais qu'elles n'ont pas vérifiées de manière indépendante. Société Générale Private Banking et ses Entités n'assumeront aucune responsabilité quant à l'exactitude, la pertinence et l'exhaustivité de ces données.

Le contenu de ce document ne prend pas en compte d'objectifs d'investissement ni de situations financières spécifiques. Il appartient aux investisseurs de prendre contact avec leurs conseillers externes habituels afin d'obtenir toutes les informations financières, juridiques et fiscales qui leur permettront d'apprécier les caractéristiques et les

risques de l'investissement envisagé ainsi que la pertinence de la mise en œuvre des stratégies dont il est question dans le présent document.

L'investissement dans certaines classes d'actifs citées peut ne pas être autorisé dans certains pays ou peut être réservé qu'à une certaine catégorie d'investisseurs. Il est de la responsabilité de toute personne en possession de ce document de s'informer et de respecter les dispositions légales et réglementaires de la juridiction concernée. Ce document n'est en aucune manière destiné à être diffusé à une personne ou dans une juridiction pour laquelle une telle diffusion serait restreinte ou illégale. Il ne peut notamment pas être diffusé aux Etats-Unis, et ne peut être distribué, directement ou indirectement, sur le marché des Etats-Unis ou auprès d'une US Person.

Risques généraux

Certaines classes d'actifs citées peuvent présenter divers risques, impliquer une perte potentielle de la totalité du montant investi voire une perte potentielle illimitée, et n'être en conséquence réservées qu'à une certaine catégorie d'investisseurs, et/ou adaptées qu'à des investisseurs avertis et éligibles à ces classes d'actifs. En outre, ces classes d'actifs doivent être conformes au Code de Conduite fiscale du Groupe Société Générale. Le prix et la valeur des investissements ainsi que les revenus qui en dérivent peuvent fluctuer, à la hausse comme à la baisse. Les variations de l'inflation, de taux d'intérêts et de taux de change peuvent avoir des effets négatifs sur la valeur, le prix et le revenu des investissements libellés dans une devise différente de celle du client. Les éventuelles simulations et exemples contenus dans ce document sont fournis à titre indicatif et à des fins d'illustration uniquement. La présente information peut être modifiée en fonction des fluctuations des marchés, et les informations et avis mentionnés dans ce document peuvent être amenés à évoluer. Société Générale Private Banking et ses Entités ne s'engagent ni à actualiser ni à modifier le présent document, et n'assumeront aucune responsabilité à cet égard.

Le présent document a pour seul but d'informer les investisseurs, qui prendront leurs décisions d'investissement sans se fier uniquement à ce document. Société Générale Private Banking et ses Entités ne sauront être tenue pour responsables en cas de perte directe ou indirecte liée à un quelconque usage de ce document ou de son contenu. Société Générale Private Banking et ses Entités n'offrent aucune garantie, expresse ou tacite, quant à l'exactitude ou l'exhaustivité de ces informations ou quant à la rentabilité ou la performance de toute classe d'actifs, pays, ou marché.

Les informations sur les performances passées éventuellement reproduites ne garantissent en aucun cas les performances futures et peuvent ne pas se reproduire. La valeur d'un investissement n'est pas garantie et la valorisation d'investissements peut fluctuer.

Les prévisions concernant les performances futures sont basées sur des hypothèses qui peuvent ne pas se concrétiser. Les scénarios présentés sont des estimations de performances futures, fondées sur des informations passées sur la manière dont la valeur d'un investissement varie et/ou sur les conditions de marché actuelles, et ne sont pas des indications exactes. Le rendement obtenu par des investisseurs sera amené à varier en fonction des performances du marché et de la durée de conservation de l'investissement par l'investisseur. Les performances futures peuvent être soumises à l'impôt, lequel dépend de la situation personnelle de chaque investisseur et est susceptible de changer à l'avenir.

Pour une définition et description des risques plus complète, veuillez-vous référer au prospectus ou, le cas échéant, aux autres documents réglementaires (si applicable) avant toute décision d'investissement.

Le présent document est confidentiel, destiné exclusivement à la personne à laquelle il est remis, et ne peut ni être communiqué ni porté à la connaissance de tiers (à l'exception des conseils externes et à condition qu'ils en respectent eux-mêmes la confidentialité), ni reproduit totalement ou partiellement, sans accord préalable et écrit de Société Générale Private Banking et de ses Entités.

Conflits d'intérêts

Le Groupe Société Générale maintient effective une organisation administrative prenant toutes les mesures nécessaires pour identifier, contrôler et gérer les conflits d'intérêts. A cet effet, Société Générale Private Banking et ses Entités ont mis en place une politique de gestion des conflits d'intérêts pour prévenir les conflits d'intérêts, y compris des murailles de Chine en matière d'information.

Ce document contient les avis de la ligne métier Société Générale Private Banking. Les opérateurs de marché de Société Générale peuvent effectuer des transactions, ou ont effectué des transactions, sur la base des avis et études de ces personnes. De plus, les équipes de Société Générale Private Banking sont rémunérées, en partie, en fonction de la qualité et de la précision de leurs études, des commentaires des clients, des revenus de l'entité Société Générale Private Banking qui les emploie, et de facteurs concurrentiels.

AVERTISSEMENT IMPORTANT

En règle générale, les sociétés du Groupe Société Générale peuvent être teneur de marché, chef de file ou chef de file associé à une offre publique d'instruments financiers, effectuer des transactions concernant les titres auxquels il est fait référence dans ce document, et peuvent fournir des services bancaires aux sociétés mentionnées dans ce document, ainsi qu'à leurs filiales. Les sociétés du Groupe Société Générale, peuvent, de temps à autre, réaliser des transactions, générer des profits, détenir des titres ou agir comme conseiller, courtier ou banquier en lien avec ces titres, ou des dérivés de ces titres, ou en lien avec les classes d'actifs mentionnées dans ce document.

Les sociétés du Groupe Société Générale peuvent être représentées au conseil de surveillance ou d'administration de ces sociétés.

Les employés du Groupe Société Générale, ou les personnes ou entités qui leur sont liées, peuvent, de temps à autre, détenir une position dans un titre ou une classe d'actifs mentionné(e) dans ce document.

Les sociétés du Groupe Société Générale peuvent acquérir ou liquider, de temps à autre, des positions dans les titres, ou actifs sous-jacent (y compris leurs dérivés) mentionnés dans ce document, ou dans tout autre actif le cas échéant, et par conséquent tout rendement pour un investisseur potentiel peut en être directement ou indirectement affecté.

Les sociétés du Groupe Société Générale n'ont aucune obligation de divulguer ou de prendre en compte ce document dans le cadre de conseil ou de transactions avec un client ou au nom d'un client.

Par ailleurs, les sociétés du Groupe Société Générale peuvent émettre d'autres études qui ne sont pas alignées, ou dont les conclusions diffèrent des informations présentées dans ce document, et n'ont aucune obligation de s'assurer que de telles autres études sont portées à la connaissance de tout bénéficiaire du présent document.

Le Groupe Société Générale maintient effective une organisation administrative prenant toutes les mesures nécessaires pour identifier, contrôler et gérer les conflits d'intérêts. A cet effet, Société Générale Private Banking et ses entités ont mis en place une politique de gestion des conflits d'intérêts pour prévenir les conflits d'intérêts. Pour plus de détails, il est possible de se reporter à la politique de gestion des conflits d'intérêts remise.

Avertissement spécifique par juridiction

FRANCE : Sauf indication contraire expresse, le présent document est publié et distribué par Société Générale, établissement de crédit prestataire de services d'investissement agréé par et sous la supervision prudentielle de la Banque Centrale Européenne (« BCE ») (sise ECB Tower, Sonnemannstraße 20, 60314 Francfort-sur-le-Main, Allemagne) au sein du Mécanisme de supervision unique banque française autorisée et supervisée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (sise 4, Place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09), et l'Autorité des Marchés Financiers (« AMF ») (sise 17 Pl. de la Bourse, 75002 Paris). Société Générale est également enregistrée auprès de l'ORIAS en qualité d'intermédiaire en assurance sous le numéro 07 022 493 orias.fr.

Société Générale est une société anonyme française au capital de 1 003 724 927,50 euros au 17 novembre 2023, dont le siège social est situé 29 boulevard Haussmann, 75009 Paris, et dont le numéro d'identification unique est 552 120 222 R.C.S. Paris. De plus amples détails sont disponibles sur demande ou sur www.privatebanking.societegenerale.com.

LUXEMBOURG : Le présent document est distribué au Luxembourg par Société Générale Luxembourg, société anonyme enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 6061 et établissement de crédit autorisé et régi par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF »), sous la supervision prudentielle de la Banque Centrale Européenne (« BCE »), et dont le siège social est sis 11, avenue Émile Reuter – L 2420 Luxembourg. De plus amples détails sont disponibles sur demande ou sur <https://www.societegenerale.lu/>. Aucune décision d'investissement quelle qu'elle soit ne pourrait résulter de la seule lecture de ce document. Société Générale Luxembourg n'accepte aucune responsabilité quant à l'exactitude ou autre caractéristique des informations contenues dans ce document. Société Générale Luxembourg n'accepte aucune responsabilité quant aux actions

menées par le destinataire de ce document sur la seule base de ce dernier, et Société Générale Luxembourg ne se présente pas comme fournissant des conseils, notamment en ce qui concerne les services d'investissement. Les opinions, points de vue et prévisions exprimées dans le présent document (y compris dans ses annexes) reflètent les opinions personnelles de l'auteur/des auteurs et ne reflètent pas les opinions d'autres personnes ou de Société Générale Luxembourg, sauf indication contraire. Ce document a été élaboré par Société Générale. La CSSF n'a procédé à aucune analyse, vérification ou aucun contrôle sur le contenu du présent document.

MONACO : Le présent document est distribué à Monaco par Société Générale Private Banking (Monaco) S.A.M., sise 11 avenue de Grande Bretagne, 98000 Monaco, Principauté de Monaco, régie par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution et la Commission de Contrôle des Activités Financières. Les produits financiers commercialisés à Monaco peuvent être réservés à des investisseurs qualifiés conformément aux dispositions de la loi n° 1.339 du 07/09/2007 et de l'Ordonnance Souveraine n° 1.285 du 10/09/2007. De plus amples détails sont disponibles sur demande ou sur www.privatebanking.societegenerale.com.

© Copyright Groupe Société Générale 2025. Tous droits réservés. L'utilisation, la reproduction, la redistribution et la divulgation non autorisées de tout ou partie du présent document sont interdites sans le consentement préalable de Société Générale. Les symboles clés, Société Générale, Société Générale Private Banking sont des marques déposées de Société Générale. Tous droits réservés

